

**Procès-verbal du COSP/COPIL**  
**Salle Ulysse le vendredi 03 septembre 2021**

Sous la présidence du Doyen Xavier LATOUR

**Etaient présents :** M. le Doyen LATOUR, M. LATINA, E. MOUIAL, C. VALLAR, A. MILLET DEVALLE, J-C MARTIN, M. TELLER, P. TÜRK, T. MARTEU, C. PINA, O. VERNIER, M-O. DIEMER, M. MEZAGUER, C. COURTIN, M. GUERRINI, L. ANTONINI COCHIN, P. LUPPI, H. GOUDINEAU, G-C GIORGINI, F. GHELFI, K. DEHARBE, S. BRICCA, N. TOURNOIS, U. MAYRHOFFER, R. CHABBERT, B. THERACHE, Y. BRAHMI, A. SARADJIAN

**Avaient donné procuration :** Y. STRICKLER, M. OUAKNINE, G. GOIRAN

**Etaient absents non représentés :** M. BASSI, A. GAZANO, A. TRESCASES, P. REIS, L. PINEAU G, F. BELLONE, J. DEBACKER, L. BARGEL, G. MASSE.

**Etaient présents à titre consultatif :** M. ORTOLANI, Professeur en Histoire du droit et des institutions, A SEW-GUILLEMIN, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles, L. REDFERN, Coordinatrice section langue, S. SAADI, Responsable Service du personnel, N. CARLES, Responsable service scolarité, E. DUCHEZ, chargée de communication, S. SILVI, Chargée relations entreprises, D. THEROND, responsable BU, A. LÉZÉ, assistante du Doyen.

**Début de séance à 9h00**

*Extrait de PV*

**5) DU Gestion de patrimoine des personnes protégées**

*Prise de parole de Madame Anne-Sophie SEW-GUILLEMIN, responsable du DU*

**Contexte**

Le DU a existé entre 2015 et 2019 sous la direction du Professeur Gilles Noël, puis du Doyen Vallar et du groupe privé de gestion de patrimoine des personnes protégées OLIFAN. Nous souhaitons encore, en janvier 2021, rouvrir avec le groupe OLIFAN, cela n'a pas été possible car le groupe voulait être co-certificateur avec l'Université, ce qui n'a pas été validé par les instances de direction.

Il était dommage de s'arrêter au retrait d'OLIFAN alors que ce DU est unique en France et très approprié dans notre région.

- Pour donner une idée, aujourd'hui il y a 730 000 personnes protégées en France (concernées par une mesure de protection juridique) et la Cour des comptes, dans un Rapport de 2016, en prévoit 3 fois plus en 2040.
- Cette matière, pour des raisons démographiques évidentes, est l'avenir et notre Faculté a tout intérêt à s'inscrire durablement dans ce domaine.
- Cette offre est unique en France. Il y a des DU de formation au métier de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM), mais pas de renforcement en gestion de patrimoine pour les MJPM.
- Public visé. Le DU est ouvert :
  - aux MJPM en tout premier lieu,
  - mais aussi à tout professionnel, juriste ou pas directement, qui veut se spécialiser en droit des majeurs protégés
  - et aux gestionnaire de patrimoine qui veulent se spécialiser en personnes vulnérables.
- En présentiel et en distanciel, grâce aux nouveaux équipements de la Faculté.

- Pas de concurrence en France à part une certification de gestion de patrimoine des personnes âgées et vulnérables mais de 105 heures de cours en 15 jours à Paris et qui n'a qu'une valeur de certification pour un prix de 1500 euros ;
- Offre une perspective de colloque annuel avec des thèmes potentiels déjà en vue : le contrat de travail de la personne protégée ou analogie des rôles du juge en droit des majeurs protégés et en droit des procédures collectives.

### La nouvelle mouture

Plus d'heures de cours : environ 210 contre 147, en faisant le choix :

- Toujours un découpage en unités d'enseignement, mais 5 au lieu de 4,
  - ajoutant une étude de cas à la fin avec de vrais documents (le JO de la mesure, des documents comptables, juridiques, etc...)
  - et en distinguant nettement
    - les fondements juridiques (très bonnes bases)
    - la gestion de patrimoine en droit,
    - la gestion de patrimoine en chiffres,
    - les relations avec les juridictions, le droit pénal et la responsabilité, professionnelle et de la personne protégée.
- Toujours d'un enseignement mixte entre professionnels et universitaires ;
  - Mais avec une remise en valeur des universitaires en ce domaine, 5 de la maison, 2 de l'extérieur. Avant, il n'y avait aucun EC niçois.
- Une ouverture, des ponts, vers la vulnérabilité en général, en d'autres termes le droit du handicap et la tutelle des mineurs ;
- Un nouveau partenaire : l'ATIAM, l'association tutélaire des Alpes Maritimes, association de 110 salariés, qui gère plus de 3200 patrimoines, n°1 dans la région ; sans visée financière et avec un carnet d'adresses riche et éclectique.

*Le conseil scientifique et pédagogique ainsi que le comité de pilotage approuvent à l'unanimité le projet de DU Gestion du patrimoine.*

*La séance est levée à 10h25*

Doyen Xavier LAFOUR

